

Cumul des mandats : les attermolements juridiques ne sont plus de mise

La pétition sur la limitation du cumul des mandats a été lancée à l'initiative conjointe des associations PARITE et Les Mariannes de la Diversité, avant que ne soient révélées les accusations pesant sur le comportement délictueux d'un ministre de notre République.

Leurs conséquences sur la vie démocratique de notre pays sont d'ores et déjà dramatiques. La défiance voire l'hostilité des citoyens vis à vis de la classe politique atteint des sommets inégalés et préoccupants. Alors que notre pays, confronté à une crise sans précédent a besoin d'apaisement et de rassemblement, il lui est donné le spectacle de la corruption dont nous voyons les ondes de choc désastreuses se propager.

Un tel délabrement de l'opinion publique vis à vis des politiques, confirmé par une récente enquête IPSOS*, nécessite des mesures urgentes et courageuses sans lesquelles les appâts du populisme risquent de séduire de nombreux concitoyens.

La pétition pour la limitation du cumul des mandats, s'inscrit dans cette démarche de renouvellement de la vie politique et de ses représentants. A ce jour 60.000 citoyens ont signé le texte le texte qui suit.

« Malgré l'engagement du Président de la République, malgré la proposition de la Commission Jospin, malgré l'opinion française favorable à la limitation du cumul des mandats, les plus lourdes menaces pèsent sur l'adoption du futur projet de loi.

La levée de boucliers de certains parlementaires qui n'hésitent pas à manifester vigoureusement leur opposition à cette réforme, nous fait craindre que la France continue à détenir le record des pays les plus cumulards d'Europe.

En effet, de nombreux sénateurs plaident pour que des règles spécifiques s'appliquent au Sénat.

Les députés quant à eux invoquent le sacro-saint ancrage local comme si un mandat local non exécutif ne suffisait pas à l'assurer.

Combien de temps encore continuerons-nous d'ignorer que les lois de décentralisation, en élargissant le champ d'action des collectivités territoriales ont augmenté considérablement les contraintes de gestion, exigeant des président-e-s, vices - président-e-s des conseils régionaux et généraux, maires et maires adjoint-e de devenir enfin des élus-e-s à temps plein?

Par ailleurs, chacun le sait, la France connaît aujourd'hui une grave crise de la représentation politique et ce n'est pas un hasard si l'abstentionnisme est en train de devenir le plus grand parti de France.

Nos concitoyens veulent désormais des dirigeants politiques qui leur ressemblent et qui soient disponibles. Nous devons prendre toute la mesure de cette attente populaire, car déjà le doute et la défiance se sont installés.

Le renouvellement de la classe politique est devenu aujourd'hui une exigence pour que l'exercice de notre démocratie puisse s'ouvrir à tous dans le respect de la parité, de l'égalité entre les femmes et les hommes et dans la diversité des origines, des générations et des classes sociales. C'est un enjeu démocratique, d'une société moderne qui avance et qui gagne.

Une nouvelle fois, ne laissons pas passer cette chance, limitons les mandats pour faire toute leur place aux femmes et aux diversités. »

Nous n'attendons pas l'émergence d'un homme providentiel comme certains l'ont évoqué récemment. Par contre comment ne pas être inquiets devant certaines dérives médiatiques aux accents inquisitoriaux, devant l'exigence de transparence érigée en dictature, la recherche de la pureté absolue ?

Il est grand temps d'agir.

Monsieur le Président de la République, les attermoissements juridiques ne sont plus de mise.

L'avis du Conseil d'Etat préconisant l'entrée en vigueur de la loi sur la limitation du cumul après le 31 mars 2017 n'est plus soutenable.

Nous demandons que cette réforme essentielle au bon fonctionnement de nos institutions fasse l'objet d'un référendum et soit applicable dès 2014.

Les présidentes d'association :

Régine Saint-Criq PARITE- **Fadila Mehal** Marianne de la diversité- **Olga Trostiansky** Coordination française du Lobby européen des femmes- **Annie Sugier** Droit International des Femmes- **Nadine Bouteilly- Dupont** Libres Mariannes-

*Enquête IPSOS réalisée pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le CEVIPOF. Janvier 2013

*Pétition en ligne : change.org